

Toulouse : une victoire sur la censure anti-BDS suivie d'un appel au soutien des militants accusés

Samidoun Palestinian Prisoner Network

Mardi 7 juin 2016

Le mardi 31 mai, 150 personnes se sont rassemblées à Toulouse pour écouter Mohammed Khatib, de Samidoun Europe, et l'écrivain Eric Hazan, qui prenaient la parole en vue de défendre les 4 militants BDS de Toulouse confrontés à une criminalisation et à des poursuites pour avoir fait la promotion du boycott des marchandises israéliennes.

Le rassemblement, organisé par le Comité de soutien aux inculpés BDS toulousains, avait été interdit précédemment par le maire de Toulouse, dont le refus de louer la salle de réunion aux organisateurs avait été débouté par le tribunal administratif de Toulouse, qui avait qualifié l'action du maire d'« *atteinte grave et manifestation illégale à la liberté fondamentale de rassemblement* » et avait ordonné que la salle soit louée aux organisateurs et qu'une somme de 1 500 euros leur soit versée.

Mohammed Khatib, de Samidoun Europe, a entamé son exposé en disant : « *Je suis un Palestinien originaire des camps de*

réfugiés palestiniens au Liban. J'aimerais affirmer que le peuple palestinien reconnaît Georges Abdallah comme l'un des siens, comme l'un des 7 000 et quelques prisonniers palestiniens. » Abdallah, un combattant arabe libanais pour la Palestine, est emprisonné en France depuis 32 ans, bien qu'il soit libérable depuis plus de 16 ans, et le prolongement de sa détention est dû en partie à l'intervention de la candidate à la présidence des États-Unis et ancienne ministre des Affaires étrangères Hillary Clinton, et à celle de l'actuel Premier ministre français et partisan des poursuites anti-BDS Manuel Valls.

« Pour nous, Palestiniens, l'appel BDS n'est pas un appel à isoler des Israéliens en tant que personnes, mais à isoler l'État d'Israël dans son ensemble. Le régime israélien constitue dans le monde un exemple extrême de racisme et de fascisme », a déclaré Khatib. Il a épinglé la fameuse *« initiative française »*, rejetée par de nombreux groupes de résistance et partis politiques palestiniens, y compris le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), le Hamas, le Djihad islamique et le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP), comme un exemple de l'hypocrisie française dans le même temps que la France poursuit les militants BDS, maintient Georges Abdallah en détention, sans parler de son très long et sanglant passé colonialiste dans le monde arabe.

« L'État français propose son »initiative française « prétendument en faveur de la paix. Qui est plus mal placé que l'État français – je n'ai pas dit le peuple de la France – pour proposer une »initiative française « où que ce soit dans le monde ? Le gouvernement français est un gouvernement colonial et néocolonial. Le gouvernement français soutient Israël depuis très longtemps, et contribue à fournir des armes nucléaires à cet État », a poursuivi Khatib. Il a cité l'alternative aux solutions proposées, qui sapent les droits palestiniens fondamentaux et tout particulièrement le droit au

retour : « *Nous, le peuple palestinien, avons un projet démocratique historique... pour une seule Palestine démocratique s'étant de la mer au Jourdain... Deux États, à nos yeux, signifie l'apartheid ! Deux États, à nos yeux, signifie le colonialisme ! Deux États, à nos yeux, signifie ségrégation !* »

Eric Hazan, écrivain et fondateur des éditions *La Fabrique*, a dénoncé les tentatives françaises de poursuivre et de criminaliser l'organisation de BDS. « *Le gouvernement israélien considère que BDS est une »menace stratégique« et il a créé un corps spécial pour combattre BDS à l'étranger. Des millions de dollars ont été alloués à ce corps par le gouvernement israélien... Cette intensification du combat contre BDS est une résultante directe de cette action* », a expliqué Hazan, insistant sur la nécessité non seulement de défendre les militants BDS poursuivis, mais également d'intensifier le travail de boycott. « *Nous devons continuer à lutter sur deux fronts – tout d'abord, sur un front défensif en solidarité avec toutes les personnes qui sont attaquées, en particulier aujourd'hui à Toulouse. Le deuxième front est un front offensif – propager le boycott et le rendre plus menaçant encore pour le régime fasciste et raciste qui sévit en Israël : le boycott intellectuel, culturel et artistique.* »

Le 30 juin, les quatre militants accusés à Toulouse, Bernard, Jean-Pierre, Loïc et Yamann se retrouveront de nouveau au tribunal pour avoir distribué en 2014 et 2015, dans des endroits publics, des prospectus sur le boycott des produits israéliens. Ils sont accusés d'« *obstruction à l'activité économique normale* » de trois magasins en encourageant les clients à ne pas y acheter de produits israéliens. Les militants se rassembleront à l'extérieur du palais de justice de Toulouse à 13 heures ; en outre, un autre événement de soutien aura lieu le 18 juin à La Chapelle, à Toulouse.

Les militants de toute la France, y compris BDS France et l'Association France-Palestine Solidarité, ont salué le succès

de l'organisation de l'événement comme une victoire de la liberté d'expression contre la criminalisation en France. Le groupe des Verts au Conseil municipal de Toulouse a également salué la décision du tribunal comme une victoire de la liberté d'expression à Toulouse.

Publié le 5 juin 2016 sur Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network

Traduction : Jean-Marie Flémal sur <http://www.palestine-solidarite.org/actualite.samidoun.070616.htm>

Photos et extraits de la conférence :